

Le syndrome bosnien : d'autres Balkans pour une autre Europe

jeudi 6 mars 2014, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2014).

Depuis le 5 février, la Bosnie-Herzégovine connaît un soulèvement social et démocratique majeur, parti des travailleurs de Tuzla au chômage et privés de droits sociaux suite à deux décennies de « privatisations criminelles ». Le mouvement s'auto-organise en « plenums citoyens » et s'étend dans plusieurs villes du pays, remettant en cause les élites nationalistes rivales et enrichies quand la population connaît près de 50 % de chômeurs. Après avoir obtenu la démission de plusieurs gouvernements locaux, les protestataires demandent celle du haut-représentant international (gérant ce quasi-protectorat), Valentin Inzko, après qu'il ait déclaré à la presse autrichienne : « *si la situation s'aggrave, nous pourrions penser à l'envoi de troupes de l'UE* »...

Tuzla reflétait au début des années 1990 la composition ethnico-nationale de tout le pays : environ 40 % de Musulmans – dits aujourd'hui « Bosniaques », 30 % de Serbes et 10 % de Croates. Mais l'industrialisation et la forte sécularisation des musulmans y avait consolidé l'esprit de la résistance multinationale des partisans yougoslaves antifascistes : le parti social-démocrate, majoritaire aux premières élections libres avait devancé, aussi bien les partis nationalistes croate ou serbe que le SDA musulman d'Alija Izetbegovic. Et c'est autour de Tuzla que s'étaient organisées les campagnes européennes « Secours ouvrier pour la Bosnie » et « Convoi syndical pour la Bosnie » pendant les années de guerre et de nettoyage ethnique (100 000 morts dont 70 % de Musulmans).

Mais la guerre s'est achevée dans un équilibre des rapports de force sur le terrain entre courants nationalistes, encadré après les Accords de Dayton de 1995 par les institutions euro-atlantiques, organisant la restauration capitaliste par les privatisations généralisées [1]. Rapidement, à Tuzla comme ailleurs, la population a été déçue par les partis au pouvoir, partageant, quelle que soit leur étiquette, le même clientélisme et la même corruption dans la mise en œuvre des privatisations, produisant la misère – et donc aujourd'hui la colère.

Nous relayons pleinement la Lettre ouverte aux citoyens de Bosnie-Herzégovine [2] qui se solidarise avec ce mouvement :

« Nous exprimons notre complet soutien aux citoyen/ne/s de Bosnie-Herzégovine dans leur colère justifiée et leurs demandes légitimes. Leur revendication d'une vie décente, d'une véritable démocratie, d'une solidarité par delà les frontières – qu'elles soient ethniques, nationales ou religieuses –, l'égalité sociale et la justice résonne à travers le monde (...) Les peuples de Bosnie-Herzégovine se soulèvent contre le système d'exploitation, l'injustice et l'inégalité au service d'une petite élite politique, économique et financière. Un siècle après l'assassinat de Franz Ferdinand, lorsque les leaders de l'Europe impérialiste ont poussé leurs nations dans la destruction mutuelle, la Bosnie envoie un signal fort à chacun/e. Le monde dans lequel nous vivons est un monde de divisions, dans lequel on assiste à l'expansion du fascisme, à un apartheid politique et social croissant et à la destruction capitaliste continue de la nature comme des biens commun (...) Ils ont dit « assez » et nous disons « assez » avec eux. »

Catherine Samary

P.-S.

* Revue L'Anticapitaliste n°52 (mars 2014). <http://npa2009.org/>

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 31105), [La stabilisation des Balkans par l'euro-atlantisme ?](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31105), <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31105>

[2] Voir sur ESSF (article 31083), [Lettre ouverte en soutien aux citoyen\(ne\)s de Bosnie-Herzégovine](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31083), <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31083>